



Les milliards pour les actionnaires, la misère pour les salariés... Ne nous laissons pas faire !

NPA

**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**

www.npa2009.org

npa.thionville@gmail.com
npalongwy@yahoo.fr

Bulletin transfrontalier «sidérurgie» du NPA - février 2009
Diffusé sur les sites lorrains et luxembourgeois

Un plan de casse encore plus important... qu'annoncé en décembre 2008 !

ArcelorMittal avait annoncé un plan de 9000 suppressions d'emplois. Mais lors de sa communication sur les résultats de 2008, L.Mittal a indiqué « *que les suppressions d'emplois seraient supérieures à celles initialement prévues* ». Il ne fait pas de doute que les usines du groupe de la grande région vont subir une nouvelle saignée dans les services de la production.

Gandrange : Rien que du vent !

Dans ce contexte, « les mesures de revitalisation de Gandrange » tant vantées par Sarkozy et Mittal ne sont que de la poudre aux yeux : 10 millions promis, 3 millions déboursés et projets d'investissements au point mort. Une formation pour 20 jeunes, un tiers du budget consacré à un cabinet de conseil, deux projets de centrales électriques volatilisés, l'arrêt du deuxième haut-fourneau de Florange, plusieurs milliers de sous-traitants sur le carreau. Pour ce qui concerne les mutations beaucoup n'ont pas de reclassement. Pour d'autres, cela se fait avec une perte de salaire et des contraintes horaires nouvelles et certains sont revenus sur le site de Gandrange.

Pendant la crise, les profits continuent.

Comme le relève le journal « les Echos », que l'on ne peut pas soupçonner d'être copain avec Besancenot, « *en 2008, Mittal encaisse un bénéfice certes en baisse, mais de 6,4 milliards tout de même... Face à la chute de ses marchés, il a, dès le début du 4ème trimestre sabré dans la production et ses effectifs à un niveau bien supérieur à la baisse de la demande* ». Le chômage partiel touche tout le monde, mais les affaires sont florissantes pour une minorité : malgré le yoyo boursier, l'action Mittal a progressé de plus de 13% depuis le 1^{er} janvier 2009.

La crise est un prétexte commode pour justifier une nouvelle destruction massive d'emploi. C'est aussi un bon moyen pour bénéficier de l'aubaine « des plans de relance gouvernementaux ». Nul besoin d'être expert pour constater que la seule relance qui les intéresse, c'est la relance des profits. Les grands groupes jouent leur partie en tentant de procéder à un nouveau partage des marchés. Ils adaptent leurs productions pour maintenir leurs taux de profit.

Interdiction des licenciements, continuité du contrat de travail et du salaire !

Les mesures contre les sidérurgistes et les salariés de la sous-traitance – chômage technique, suppressions d'emplois, licenciements, arrêt de l'embauche des jeunes, renvoi des intérimaires, blocage des salaires – démontrent encore une fois que les salariés ne doivent accorder aucune confiance au patronat et au gouvernement à son service.

Les salariés n'ont pas à faire les frais de cette crise dont ils ne sont en rien responsables.

Pour tous, il faut le maintien du contrat de travail, du salaire et des qualifications. Le patronat doit financer sur les profits la gestion de tous les emplois. Un fond de mutualisation devrait assurer la permanence de ceux-ci au-delà des aléas de telle ou telle entreprise. Oui, c'est une bataille sociale de très grande ampleur. Une bataille de même ampleur que celle de la conquête de la Sécurité Sociale.

Nous serions alors loin des illusions des « cellules de reclassement » qui ne gèrent que la dérive des salariés vers la précarité. Ces « plans de reclassement » sont aussi de nouvelles occasions de cadeaux pour le patronat sous forme d'aides publiques.

Propriété publique indispensable! Réquisition incontournable !

La crise actuelle rend une réponse anticapitaliste plus urgente que jamais. Opposons à la propriété privée des groupes

comme ArcelorMittal la propriété publique, collective avec contrôle démocratique exercé par les salariés pour la satisfaction des besoins. Afin que nos revendications puissent développer toute leur intensité, il faut qu'elles se situent au centre des luttes de tous les salariés d'ArcelorMittal, peu importe de quel côté des frontières se trouvent les usines et les laminoirs.

Ce ne sont pas quelques actionnaires avides et sans scrupules qui doivent faire la loi.

Pour une riposte à la hauteur, à l'échelle du groupe.

Il ne faut plus laisser L.Mittal ou les gouvernements se payer notre tête et si Sarkozy revient à Gandrange, il faudra le recevoir comme il le mérite. Car lorsque le monde du travail se fait plus visible comme le 29 janvier ou comme actuellement en Guadeloupe et en Martinique, l'inquiétude change de camp.



Pour prendre contact 8
Envoyez vos coordonnées à npa.thionville@gmail.com ou npalongwy@yahoo.fr
ou par courrier à NPA, 2 rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil

Nom, prénom :
Adresse :
Tel :
Mail :



Un nouveau parti pour le socialisme du XXI^e siècle

Nous sommes des milliers de travailleur-s-es, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires. Nous avons répondu à l'appel lancé par La LCR et son porte-parole, Olivier Besancenot, à construire ensemble un nouveau parti.

Du 6 au 8 février, environ 650 délégués représentant plus de 9000 militants se sont réunis pour fonder le NPA, le **Nouveau Parti Anticapitaliste**.

Nos vies valent plus que leurs profits !

Ce congrès a été l'occasion de finaliser le fonctionnement et le programme du NPA, un programme résolument anticapitaliste et tourné vers l'action.

Ces dernières années s'expriment le mécontentement, une nouvelle volonté de résister. Nous sommes nombreux à relever la tête, à ne pas courber l'échine. Le monde du travail dans toute sa diversité, a besoin d'une nouvelle représentation politique pour se faire entendre.

Face à la capitulation de la gauche officielle qui ne combat même pas en paroles la politique de Sarkozy, il faut un parti de lutte pour tous ceux et celles qui ne veulent pas faire les frais de la crise du capitalisme. Le but du NPA est de rassembler ceux qui luttent sur tous ces fronts, de redonner confiance en l'organisation collective, d'aider à la convergence des luttes en un

mouvement d'ensemble capable de faire reculer le pouvoir et de changer le rapport de force.

La question écologique a pris une grande importance. Le NPA veut lier de manière conséquente les urgences sociales et écologiques.

Le NPA veut être un parti utile aux mobilisations d'aujourd'hui, un parti pour préparer un changement radical, révolutionnaire de la société, c'est-à-dire la fin du capitalisme, de la propriété privée des principaux moyens de production, de l'exploitation et des oppressions, du pillage de la planète et de la destruction de l'environnement.

Il est temps de prendre parti !

Il est plus que jamais nécessaire de nous organiser !

Le NPA veut rassembler tous ceux et toutes celles qui veulent se battre sans attendre et qui veulent en finir avec le capitalisme.

Nous militons pour une société où ceux qui produisent les richesses, les travailleurs, contrôlent l'économie : le socialisme du XXI^e siècle, un socialisme démocratique, internationaliste et écologique.

Rassemblons-nous et prenons parti pour construire une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour que l'espoir change de camp !

En bref...

Répartir autrement les richesses passe par l'augmentation du salaire !

Plus c'est gros, plus ça passe. En évoquant la «règle des trois tiers» pour la répartition des bénéfices des entreprises, Sarkozy sème la confusion dans l'opinion pour mieux enterrer le débat central de la crise : celui des salaires. Sarkozy connaît bien la règle des trois tiers : un tiers d'effet d'annonce, un tiers d'approximation et un tiers d'ignorance. Résultat c'est 20 milliards pour le patronat contre 2,6 milliards pour les salariés soit 6 euros par mois par foyer fiscal.

Profitons de la grève du 19 mars pour rejoindre les travailleurs des Antilles dans la lutte !

Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est en grève générale à l'appel du Liyannaj Kont Pwofitasyon (Collectif contre l'exploitation) qui regroupe syndicats, associations et partis de gauche. Des routes sont barrées, toutes les stations-service sont fermées. Les travailleurs exigent notamment l'augmentation des salaires de 200 euros. La grève générale a commencé en Martinique et se prépare à la Réunion. La population des Antilles nous montre la voie : la force des travailleurs c'est la grève ! Le 29 janvier les sidérurgistes se sont mobilisés, ils peuvent maintenant participer à faire de la journée de grève du 19 mars une grande réussite qui ne reste pas sans lendemain.

Un immense scandale écologique s'annonce !

L'affaire est devant la justice à Dunkerque. Des centaines des milliers de tonnes de fuel hautement toxique ont été vendues par le site sidérurgique Sollac (filiale d'ArcelorMittal) en Belgique et en Hollande entre 2002 et 2005 pour servir de carburant aux gros tankers qui sillonnent les mers et les océans. Arcelor aurait dégagé des profits de l'ordre de plusieurs millions d'euros grâce à ce «blanchiment» de déchets. Et bien sûr, les cabinets d'avocats du groupe ArcelorMittal affirment tout ignorer de la destination de ce fuel naphthalisé...

La lutte des sidérurgistes et de tous les travailleurs n'a pas de frontière !

Un conflit commence sur le site Arcelor-Mittal d'El Hadjar, à Annaba (Algérie). Les travailleurs demandent une amélioration de leurs conditions de travail et de vie et exigent notamment qu'une prime de 15% soit transformée en augmentation du salaire de base. Après l'échec des négociations, ils préparent la grève. En Angleterre, le groupe sidérurgique anglo-néerlandais Corus vient d'annoncer 3500 licenciements. Partout les sidérurgistes connaissent un sort similaire, partout le patronat veut nous faire payer la crise. Le capitalisme n'a pas de frontière, nos luttes non plus !

Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

En 2008, les dividendes des actionnaires des plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, sont en hausse de 14% et s'élèvent à 43 milliards d'euros. Et il faudrait que les salariés payent la crise du capitalisme ? C'est pourtant la preuve qu'il est possible d'interdire les licenciements, d'augmenter les salaires de 300 euros et de fixer le SMIC à 1500 euros net si nous l'imposons par une lutte massive et déterminée.